
étudiants. Le thème était simple : les revendications étudiantes et ouvrières se rejoignent, c'est :

- le pouvoir ouvrier
- le pouvoir étudiant... c'est pourquoi nous sommes solidaires.

Un mot de conclusion. Nous nous sommes battus dans l'unité pour obtenir des résultats. Et les résultats ont dépassé nos espérances. Nos fédérations ont négocié ce qu'on a appelé "le protocole de Ségur", un texte qui mesurait deux mètres de long sur une feuille de téléimprimeur : fermeture des bureaux de poste le samedi après-midi, centre de tri à 35 heures, quasi-fermeture des chèques postaux le samedi, idem pour le service des lignes, grilles indiciaires, salaires, promotions etc.

Après ça, il a bien fallu mettre fin à l'occupation du Centre de chèques. Ce matin-là j'ai vu des hommes pleurer à chaudes larmes dans la salle de tri du Centre. On venait de vivre trois semaines d'exaltation, d'euphorie, de jubilation avec des petits airs de démocratie, de fraternité, de liberté et on savait que c'était fini. »

L'unité syndicale chez les universitaires : entretien de Ginette Herry (SNESup) avec Françoise Olivier-Utard (19-9-2009)

Inédit et inattendu : le doyen Livet convoque une AG des enseignants de la faculté des Lettres

« Au tout début du mouvement, le doyen Georges Livet (Institut d'histoire moderne) prit la décision de réunir tous les enseignants de la faculté des lettres. Jusque là, l'ensemble des enseignants n'avait jamais eu l'occasion de se rencontrer. L'université était encore très hiérarchisée, organisée selon le modèle vertical, avec au sommet les mandarins, qui formaient une caste, puis les maîtres de conférences, les maîtres-assistants et les assistants, toutes catégories qui s'ignoraient les unes les autres. Le cloisonnement m'avait frappée à mon entrée dans l'université.

Au cours de cette réunion nous avons discuté de l'autonomie/autogestion de l'université. Les questions soulevées étaient difficiles à cerner mais elles ne furent pas écartées.

A la fin de l'AG, Livet a fait distribuer des cartes professionnelles d'enseignant du supérieur à tous les personnels sans distinction de rang. C'était un geste symbolique fort de début d'égalité de traitement.

La mise en place d'une intersyndicale SNESUP-SGENSUP : l'union à la base

En même temps une intersyndicale s'était constituée et s'est mise immédiatement au travail. Nous venions de découvrir qu'ensemble nous pouvions être une force. Dès lors notre activité fut surtout syndicale. Les revendications politiques vinrent ensuite. Je n'ai pas souvenir qu'il y ait eu à Strasbourg des réunions de caractère politique sur la question universitaire à Strasbourg. A ma connaissance aucun parti n'était actif en tant que tel à l'université.

Je tiens à souligner que l'unité d'action pendant tout le mouvement fut loyale et totale, que l'union à la base fut sans faille. Nous n'avions pas d'UNI (syndicat d'extrême-droite) en face de nous, à la différence de ce qui se passait à Nancy par exemple, ce qui facilitait le travail. Ce sont surtout les assistants qui prirent les choses en main. Certains professeurs (dits de rang A) nous soutenaient mais la plupart d'entre eux ne sont plus guère venus par la suite, en dehors de deux profs de droite, qui occupèrent les locaux eux aussi, avec des lits de camp, pour veiller au grain et freiner les entreprises, appelons-les ludiques, des étudiants qui occupaient le bureau du doyen (et organisèrent entre autre une course d'escargots sur la moquette).

Le dialogue avec les étudiants était permanent. Nous discutions, argumentions sans être découragés par les propositions contradictoires ou nébuleuses de certains d'entre eux.

Nous avons aussi participé à la préparation des manifestations et à leur déroulement. C'est grâce à cela que la violence a pu être évitée le plus souvent. La seule manif qui ait mal tourné a été celle de la droite. La casse, c'est eux. J'ai dû me réfugier longuement sous une table pour éviter les pavés lancés contre le Palais

Universitaire.

Les AG communes étudiants/enseignants

Nous allions régulièrement à ces AG. Les gauchistes tenaient la salle. Souvent ils nous considéraient comme étrangers sinon hostiles à leurs revendications. Certaines nous semblaient effectivement inconsiderées. Elles relevaient d'une grande confusion entre autorité et pouvoir. Le rôle de l'État n'était pas clair non plus. Je me souviens m'être levée un jour pour dire que j'étais payée par l'État, c'est-à-dire par les contribuables donc au service de la nation et non du gouvernement. Mon intervention n'a pas été comprise.

Le travail des commissions

Nous avons organisé un large champ de réflexion pédagogique et institutionnel. La situation était bloquée par des hiérarchies archaïques : le travail aux ordres était mon lot d'assistante. J'enseignais en TD sur des textes choisis par le professeur chargé du cours magistral. Je faisais passer les examens sur ces cours magistraux (j'avais donc pris le parti de suivre le cours du professeur pour être en mesure d'interroger les étudiants). Il fallait sortir de ce type de division aliénante du travail. L'autonomie pédagogique que nous souhaitions était en premier lieu celle des programmes. La commission se divisa en groupes qui travaillaient par discipline. Tout cela dans une atmosphère fébrile et terriblement enfumée. Les étudiants gauchistes ne venaient à aucune de ces réunions.

Il fut mis en place une nouvelle organisation pédagogique selon laquelle les cours magistraux et les TD étaient assurés par le même enseignant, en toute indépendance, sur un programme commun à la promotion. Quelques enseignants décidèrent même d'organiser des cours en binôme. Le travail de groupe fut admis, valorisé comme méthode de travail et même reconnu comme forme de contrôle continu. Tout ce dispositif conçu dès la rentrée dura des années à la satisfaction de tous.»`

Unité syndicale dans l'enseignement secondaire : souvenirs de Jacques Ungerer, secrétaire académique du SNES et secrétaire départemental de la FEN du Bas-Rhin en 1968 (28 septembre 2009).

«Ce petit texte est rédigé de mémoire : je n'ai pas retrouvé mon agenda de 1968 et mai 68 a été marqué pour moi par le faible rôle de l'écrit.

Mon premier souvenir est la préparation du 13 mai puis la manifestation à Strasbourg. Les 4 organisations syndicales (CGT, CFDT, FO et FEN) ont défini le cortège. Les syndicats (sauf la FEN) tenaient à ce que les syndiqués défilent sous leurs bannières. Il y a donc eu en tête du cortège 8 responsables syndicaux (2 par organisation). Pour la FEN, Théo Siegler (secrétaire départemental du SNI du Bas-Rhin) et moi. Derrière les syndiqués, les étudiants, qui représentaient 2/3 des manifestants. Au total, on a estimé leur nombre à 13000, ce qui ne s'était jamais vu à Strasbourg. A la fin de la manif, sur les gradins de la BNU, j'ai été chargé de lire un texte syndical commun.

Lorsque le mouvement de grève s'est développé, nous n'avons plus reçu de courrier de Paris. Nous achetions *Le Monde* au numéro. Le SNES recevait du courrier du Bas-Rhin. La FEN nationale et le SNES national nous informaient chaque jour : chacun nous dictait par téléphone un message assez bref que je répercutais par téléphone dans le Haut-Rhin, à Albouy (secrétaire départemental de la FEN) et Litschig (secrétaire départemental du SNES). Les deux messages n'avaient pas forcément la même coloration...

Le SNES et le SGEN tenaient ensemble tous les matins une réunion à la Maison des syndicats pour répondre aux questions des grévistes. Escudero (secrétaire départemental du SNES du Bas-Rhin) ouvrait la réunion par un sermon. Le ton des questions et des réponses est resté calme.

Le SNI et le SGEN (1^{er} degré) ont agi de même, devant quelques centaines d'instituteurs à la Salle de la Bourse, à partir du 27 mai. Le 28, à la suite d'un incident de séance, Siegler a quitté la co-présidence. Mais des groupes de travail communs ont fonctionné ensuite. L'enthousiasme a poussé certains instituteurs à lancer un tract avec leurs exigences ; fin juin ils étaient 367 à avoir envoyé des pétitions au SNI, au SGEN et à l'Inspecteur d'académie. Siegler a remarqué que

lorsque le SNI avait lancé en décembre 1967 une grande enquête sur la semaine de travail, aucun Bas-Rhinois n'y avait répondu. C'était précisément le thème cher aux 367.

Invité par les candidats aux concours (Agrég + CAPES), j'ai répondu à leurs questions, qui révélaient leur inquiétude et leur colère.

Pour le SNES, il fallait que nos syndiqués ipésiens (l'IPES était un concours de pré-recrutement de l'enseignement secondaire) puissent subir leurs examens. Nous avons discuté, Longechal (responsable académique du SNES) et moi, des modalités du baccalauréat avec le Recteur.

Il m'arrivait de me rendre au Palais U pour prendre la température. Le soir du 24 mai, à la fin des discours, j'ai vu des individus casser des chaises pour en faire des matraques. Dans la nuit, il y a eu des barricades...

Je n'ai pas vécu l'attaque du Palais U par les manifestants de droite, le 1^{er} juin.

Le soir, un cordon de gardes mobiles (avec fusils) entouraient le Palais U. Ils nous ont laissé remettre un petit sac de nourriture pour les étudiants.

Quelles ont été à court terme les conséquences du mouvement de mai, d'un point de vue syndical ? Il y a eu des démissions de syndiqués apeurés mais le SNES a maintenu ses effectifs grâce à de nouvelles adhésions. Notons dans le Bas-Rhin l'apparition d'une vieille tendance rajeunie : l'École émancipée. Le SGEN a connu en Alsace une forte perte d'effectifs.

Je ne parlerai pas des acquis importants de Mai 68 : ils ont été obtenus au plan national mais ils ont eu un impact sensible dès la rentrée de septembre 1968.

Je terminerai par un aveu : le citoyen que je suis a espéré pendant quelques jours que De Gaulle et le régime seraient balayés. Mais le 30 mai, on a compris que c'était raté.»

4 · L'inégale mobilisation des départements 67 et 68

Le tableau des zones touchées par la grève nous a amenés à une autre constatation : la mobilisation a été inégale entre les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. A l'université, le mouvement étudiant de Strasbourg fut permanent mais porté par des vagues changeantes. Les uns, lassés, rentraient chez eux, d'autres revenaient. Même le noyau d'activistes semble avoir fluctué. Le mouvement ouvrier fut oscillant : dans de nombreuses entreprises, la grève fut déclenchée, puis arrêtée, puis réactivée. Ces phénomènes de grande mobilisation dans les mines, dans la métallurgie (Timken, SACM, Alcatel, Télec, Baco, Jeudy etc.) dans le textile (où les femmes « sortirent » elles aussi chez DMC, SNIP, Coframaille, Bleylé etc.) ont souvent été mentionnés (voir la chronologie ci-dessus, l'article Richez-Strauss et le *Bulletin d'histoire sociale CGT-Alsace* n° 47, octobre 2008). Mais il y eut des déserts, des zones jamais touchées par les revendications, les grèves ni même l'intérêt pour la cause étudiante. Certes, dans les deux départements, le secteur public réagit immédiatement : cheminots, enseignants, postiers se mirent en grève, par solidarité d'abord, puis pour défendre des revendications professionnelles spécifiques. Le secteur privé se mobilisa moins spontanément, avec un gros écart entre le Haut-Rhin, plus industriel, et le Bas-Rhin, plus composé de PME. À Strasbourg, principale concentration industrielle, la situation fut extrêmement disparate. La grève n'y toucha qu'une dizaine de maisons. Elle n'y dura plus de 5 jours que dans 6 entreprises d'importance moyenne, dans deux de transports, la CTS et les cars Citroën. Les grandes firmes métallurgiques de la ville ne furent pas arrêtées. Seule exception: Alcatel à Illkirch-Graffenstaden. Le nord du Bas-Rhin et le sud du Haut-Rhin, comptant beaucoup de travailleurs frontaliers, furent plus lents à se mobiliser ou ne se mobilisèrent pas du tout. Aucune grève à Saverne, qui compte une zone industrielle importante et ancienne, ni à Wissembourg ? Les frontaliers ne se montrèrent pas solidaires : ils étaient mieux payés que les ouvriers travaillant en France et leurs enfants n'allaient pas à l'université. Ils étaient farouchement hostiles au mouvement. Le témoignage que nous citerons est une remarque du Général André Bach (Centre d'études d'histoire de la Défense), faite au colloque de Lyon. Jeune officier stationné en Allemagne en 1968, il passait la frontière avec son unité pour regagner en toute hâte Paris donné comme à feu et à sang. Il raconte avoir été

abordé par la population locale du nord de l'Alsace aux cris de : « Allez-y, cassez-leur la gueule à Paris ».

Des témoignages nombreux et vivants lors de la journée d'études ont fait ressortir la passivité de la CFTC (sans doute une autre cause de la faible mobilisation de certains secteurs) l'activisme de la jeune section CFDT au Gaz de France à Strasbourg. La grève fut l'occasion pour la nouvelle centrale de se différencier de l'ancienne.

François Uhmman (secrétaire CGT) : Mai 68 à la gare de Colmar

« Un appel intersyndical national avait été lancé le 11 mai pour faire, le 13 mai, une grève de solidarité avec le mouvement étudiant en protestation contre la répression policière.

En ce lundi 13 mai, la presse locale dénombre deux grévistes à la gare de Colmar. Mais ce nombre va rapidement augmenter au cours de la semaine et après l'appel national de la CGT le 15 mai et une réunion à l'Union locale le 18, la grève est décidée à la gare de Colmar le dimanche matin. Dans l'esprit de la plupart, on était partis pour une grève de 24 heures comme on en avait fait souvent dans les périodes précédentes. A 9 heures du matin, tout était arrêté. Vers 14 heures arrive l'équipe de l'après-midi qui se met en grève avec la même détermination que l'équipe du matin. Mais après quelques jours un certain nombre de grévistes manifestent une rancœur croissante à l'encontre de ceux de leurs collègues qui continuent à être à leur poste de travail, essentiellement dans les bureaux. Alors, pour rendre la grève plus efficace, décision est prise d'occuper toute la gare. On rend visite aux non grévistes, on leur fait part de la décision d'occuper et on leur donne un quart d'heure pour quitter les lieux : la plupart s'exécutent. Quant à ceux qui refusent de partir, on leur explique qu'on occupera "avec eux ou sans eux", ce qui signifie que s'ils restent, ils se condamnent à ne plus pouvoir sortir. Cet argument emporte l'adhésion des récalcitrants, dont le plus résistant sera le chef de gare qui admet difficilement qu'à partir de ce moment il n'est plus le chef de sa gare.

Des chaînes sont posées aux guichets d'entrée et de sortie des quais et la salle des "pas perdus" est verrouillée et cadenassée. Nous n'avons plus connu d'occupation de la gare depuis la grève de 1947, mais il y a un rapport en notre faveur car, sur les quelques 400 cheminots en poste à Colmar, 75% sont favorables à la grève.

En dehors du piquet de grève à la gare des marchandises toute proche et verrouillée, l'occupation ne concernait en fait qu'un périmètre très restreint de la gare : quelques bureaux et le standard téléphonique. Ce dernier était le lieu stratégique de l'occupation : au début de la grève, avant l'occupation, nous recevions quelques nouvelles des camarades de gares proches (Mulhouse, Strasbourg, Belfort) mais à partir du moment où nous tenions le standard, nous pouvions communiquer avec toutes les autres gares du pays. Alors on appelait Paris, Marseille, Bordeaux ou ailleurs. C'était l'enthousiasme quand une voix répondait à l'autre bout du fil : "Ici le comité de grève de la gare de..." et l'enthousiasme de notre correspondant n'était pas moindre quand nous répondions : "C'est le comité de grève de la gare de Colmar". Les nouvelles que nous pouvions dorénavant avoir sur l'ampleur du mouvement national étaient pour nous un encouragement à la poursuite de l'action. Pendant toute la première semaine, une occupation très organisée se déroule sans problème. Chaque matin à 9 heures, réunion des grévistes devant la gare pour donner les informations et pour organiser des postes de travail comme si le service fonctionnait. La réunion s'arrêtait vers 11 heures. Restaient sur les lieux une trentaine de cheminots pour assurer les piquets de grève, la permanence au standard téléphonique et les tâches de sécurité comme l'entretien des aiguillages.

On assista à des choses tout à fait insolites : des grévistes qui faisaient en temps normal des travaux de bureau étaient devenus capables de graisser des aiguillages alors que des ouvriers des voies étaient devenus des experts en standard téléphonique. On peut dire qu'en trois semaines de grève, nous avons formé à l'utilisation du standard plus de personnes que la SNCF en trois ans. Toutes ces choses étaient possibles grâce à la maturité des cheminots et à leur

conscience de maintien en état de l'outil de travail. Bien différent était l'état d'esprit d'un petit groupe de gauchistes qui nous rendit visite un jour, armés de barres de fer, et nous proposa de nous aider à casser les aiguillages.

Régulièrement nous étions amenés à faire une tournée des gares alentour qui dépendaient de Colmar et où des cheminots non grévistes ou non informés continuaient à aller à leur lieu de travail (où ils n'avaient évidemment rien à faire). On leur demandait de rentrer chez eux et on verrouillait la gare. Mais certains avaient les clés et revenaient parfois après notre départ. Ces opérations se passaient sans incident.

C'est un jour de la troisième semaine de grève que nous vîmes se former, à une centaine de mètres de la gare, un petit groupe de membres de la direction et de quelques cheminots. Comme nous avions des "informateurs", nous apprenons que la direction a contacté des cheminots défavorables à la grève pour les rassembler et les faire pointer comme non grévistes. Pour le pointage, elle leur donne rendez-vous dans une rue contiguë à la préfecture, à 500 mètres de la gare. Nous nous rendons sur les lieux. Nous trouvons effectivement des membres de la direction en train de faire signer une feuille de pointage à quelques agents. Nous entourons le groupe en criant : "Nous aussi on veut signer !" et finalement on leur arrache la feuille de pointage. Cette tentative de la direction se renouvelera chaque jour jusqu'au 30 mai, avec des lieux de rendez-vous changeants indiqués par nos "informateurs", avec la même issue.

Le vendredi 31 précédait le week-end de Pentecôte. Nous étions au lendemain du retour de De Gaulle, de son discours musclé de l'après-midi et de la manifestation gaulliste des Champs-Élysées. Il y avait des rumeurs de fin de conflit et nous étions un peu moins de grévistes présents en gare. C'est alors qu'en fin de matinée les membres de la direction et un groupe de cheminots nous ont fait face, à 20 mètres, en criant : "On veut travailler. Les salaires, est-ce que c'est Uhmman qui va les payer ?" (On était en fin de mois et le besoin d'argent se faisait pressant). On était près de l'affrontement lorsque l'inspecteur (le cadre le plus important du centre SNCF de Colmar) vint nous dire qu'il ne souhaitait pas de bagarre, qu'il allait demander à ses gens de rentrer chez eux et qu'il leur donnait rendez-vous le mardi suivant pour que chacun puisse passer calmement le week-end de la Pentecôte. Il s'en retourna vers les manifestants qui effectivement se dispersèrent.

A peine les non grévistes partis nous recevons une information : en fait de week-end calme, l'inspecteur a donné rendez-vous à ses troupes tout à l'heure, à 14 heures pour reprendre la gare. Nous battons le rappel des grévistes et téléphonons à Mulhouse pour que les copains nous envoient un peu de renfort. À 14 heures nous sommes une trentaine, groupés derrière les guichets de sortie des quais lorsque de tous côtés arrive une foule considérable : des membres de la direction, d'autres agents, en tout environ 400 personnes dont beaucoup n'étaient pas des cheminots. Ils se mettent face à notre petit groupe, alors que s'ils avaient voulu envahir les quais, il leur aurait été facile de sauter par dessus la rambarde qui sépare le premier quai d'un promenoir ouvert à tout le monde. Arrive le commissaire de police. Les non grévistes avancent vers nous. Les premiers coups sont échangés. Deux non grévistes sautent la rambarde, mais nous les renvoyons de l'autre côté. La présence de la presse prouve visiblement que l'opération a été orchestrée. L'inspecteur de la SNCF appelle au calme, l'inspecteur ceint de son écharpe s'avance pour nous demander d'évacuer la gare. Il se trouve que le matin même, j'avais assisté à la reprise des locaux de la poste : le même commissaire avait lu à nos camarades du piquet de grève un ordre du Ministre des PTT lui ordonnant de reprendre les locaux. Après quoi il avait donné l'ordre de cisailer la chaîne qui entravait la cour de la Poste. Ayant cette scène présente à l'esprit, je demande au commissaire s'il a un ordre pour reprendre possession de la gare. Il répond que non. Je lui demande : "Mais alors que faites-vous là ?" réponse : "J'ai eu un coup de téléphone me disant qu'il y avait une bagarre et que je devais rétablir l'ordre." Je lui réponds qu'il a pu constater qu'à son arrivée il n'y avait aucune violence et que c'est à partir de son arrivée que les assaillants se sont livrés à des voies de fait. J'en profite pour lui demander ce que veulent ces gens qui nous agressent. S'engage alors un dialogue entre les assaillants et nous, par commissaire interposé. Les camarades de Mulhouse

commencent à arriver. L'inspecteur SNCF nous fait savoir qu'il ne veut pas d'affrontement mais qu'il demande à entrer sur le quai pour y tenir une réunion. La demande est évidemment cousue de fil blanc : il cherche un moyen d'occuper une partie de la gare. Je lui fait répondre qu'une réunion peut se tenir n'importe où et je lui propose la salle des "pas perdus". Il refuse la proposition, arguant qu'il redoute un piège de notre part pour l'enfermer dans la gare et que de toute façon la salle est verrouillée. Je lui fait répondre que, pour ce qui est du verrouillage, on a les clés. Quant au piège, je me porte garant devant le commissaire qu'il pourra entrer et sortir librement de la salle. J'y mets toutefois une condition : qu'il n'y ait que des cheminots qui entrent dans la salle. L'inspecteur essaie encore d'ergoter, mais cette fois-ci le commissaire se fâche et dit qu'il a été déjà trompé une première fois quand il a été appelé à propos d'une soi-disant bagarre. Il demande que ma proposition soit acceptée. L'inspecteur s'incline. À trois, nous filtrons les entrées.

Expurgés des éléments extérieurs, il y a dans la salle quelques 150 cheminots, grévistes et non grévistes. L'inspecteur se plaint de ne pas pouvoir surplomber l'assistance pour parler. Nous lui cherchons une chaise sur laquelle il monte pour faire un discours qui commence par cette phrase malheureuse : "J'ai reçu de la direction générale l'ordre de reprendre la gare !". Il ne pourra en dire plus car sa voix est couverte de huées. Cette fois le commissaire est en fureur contre l'inspecteur. Il lui dit que c'est la deuxième fois qu'il le trompe et qu'il en a assez de son cinéma. L'inspecteur quitte la salle, suivi à peine d'une dizaine de cheminots. Je prends alors la parole pour dire que je comprends les motivations des non grévistes car les grévistes ont les mêmes problèmes financiers, qu'il faut que nous soyons unis et qu'il y a l'espoir d'un proche règlement du conflit. Puis tout le monde se disperse dans une ambiance assez détendue.

Le lendemain, lors de la réunion des responsables, j'appelais à la méfiance. Vers 11 heures je quitte la gare. J'y retourne à 11 heures 45. Elle semble étrangement vide. A une fenêtre du central téléphonique j'aperçois la tête d'un cadre. Je fais un tour : les bureaux sont occupés par les cadres. Je retourne auprès des camarades de garde qui m'expliquent que les cadres sont venus demander gentiment les clés puisque le conflit pouvait être regardé en voie de règlement, et qu'ils les leur ont données. Insuffisamment méfiants, nous nous sommes faits avoir : la gare est réoccupée par la direction. Nous appelons Mulhouse et Strasbourg : le même scénario s'est produit. Nous appelons Paris : on nous confirme que des tentatives de réoccupation ont eu lieu presque partout mais qu'elles n'ont réussi que dans à peine 10% des gares... Les camarades parisiens nous disent aussi qu'un accord national est proche.

Puisqu'on ne peut plus occuper la gare, il y a quand même un moyen de d'empêcher toute reprise d'activité, c'est d'occuper le poste 3, qui est le poste d'aiguillage central. Peu de monde suffit à le bloquer et il sera difficile de nous en déloger puisque le poste est situé en hauteur, avec pour seul accès un étroit escalier de fer. La réussite de l'opération est liée à la discrétion. Chacun rentre chez soi mais à l'heure dite, à minuit, nous sommes une cinquantaine à occuper le poste, qui est vide puisque les cadres n'occupent que la gare. Toutes lumières éteintes, nous nous installons. A 5 heures arrivent les deux collègues qui doivent prendre leur travail. Éberlués, ils se retrouvent nez à nez avec les occupants. Ils expliquent qu'ils pensaient la grève terminée mais puisqu'elle continue, ils restent pour participer à l'occupation. Arrive un appel pour une manœuvre du pont roulant afin de permettre la sortie d'une rame devant faire le balayage des voies avant rétablissement du trafic. Évidemment le pont reste immobile. Alors les coups de fil se succèdent. Puis arrivent le chef de service et le chef de gare adjoint : ils montent l'échelle et décampent à la vue de l'intérieur du poste. Vers 8 heures un groupe d'une cinquantaine de personnes, munies de manches de pioche, se rassemble au pied du poste en même temps qu'arrive la police. Des agents de police montent au poste et demandent ce qui se passe. Nous expliquons que ces gens armés, en bas, sont les mêmes que ceux qui avaient provoqué les incidents de vendredi à la gare. La police se retire et les assaillants font de même. Le poste restera occupé jusqu'à la fin de la grève et tout trafic bloqué. Le mardi 4 juin, nous recevons un coup de fil nous annonçant la signature des accords nationaux et la liste des acquis. Quant à la grève, Georges Séguéy a

déclaré que c'était aux travailleurs d'en décider l'arrêt ou la continuation. Nous sommes informés par Paris que 95 % des centres refusent de reprendre le travail si les jours de grève ne sont pas payés : aussitôt la direction accepte ce paiement. Nous nous réunissons le mercredi 5 juin à 9 heures. Après avoir fait une nouvelle fois le compte des acquis et avoir pris acte du paiement des jours de grève, nous passons au vote. La reprise du travail est votée à l'unanimité moins 2 voix. Dès le résultat du vote, la direction, qui est présente, prétend reprendre les choses en main. Nous refusons et exigeons une discussion des modalités de la reprise. Pendant que la direction s'éclipse, nous formons un cortège de victoire qui fera deux fois le tour des installations de la gare¹.»

François Hoff : deux jours en mai 68 ou la révolution à Colmar

« Les événements de Mai 68 avaient commencé quelques jours plus tôt, alors que j'étais à Commercy pour mes "trois jours" de préparation au service militaire. Après la "nuit des barricades", le vendredi matin, dès huit heures, la classe de Lettres Supérieures du Lycée Bartholdi de Colmar, gagnée par l'éloquence de Jean-Pierre, a lancé la grève, et s'est réunie (au Luxhof) pour produire un tract. Le proviseur a expédié, le même jour, une lettre menaçante à nos parents. Mon récit commence le dimanche 12 mai : Jean-Pierre mobilise ses masses pour distribuer en ville un tract appelant au meeting intersyndical du lundi. Il se termine le lundi après-midi. Vingt-quatre heures, pendant lesquelles mon sentiment de participer à un grand moment historique a été tellement puissant que je me suis fait un devoir de raconter par le menu tous mes faits et gestes, avec le souci de ne laisser échapper aucun détail. En rédigeant ces notes, je rêvais d'un historien futur, travaillant sur "La Révolution en Province" ou "Colmar en Mai 68", qui les découvrirait et les utiliserait, séduit par leur extrême précision et leur parfaite objectivité. Il y a, au milieu de la page 4, une hésitation entre "sont" et "étaient" qui ne trompe pas. Et en outre, cette année-là, nous avions au programme le *Bellum Civile* de César et les *Helléniques* de Xénophon, deux classiques de l'historiographie. Peut-être pensais-je aussi que, devenu vieux, j'en ferais un chapitre de mon autobiographie.

J'étais catholique progressiste, ancien Cœur Vaillant, scout routier, animateur liturgique, nourri de *Témoignage Chrétien*, admirateur de Che Guevara et d'Ho-Chi-Minh. Je lisais Frantz Fanon, *Aden-Arabie*, Teilhard de Chardin et *Les Possédés* de Dostoïevski. Je venais de finir *Dix jours qui ébranlèrent le monde* de John Reed. Jean-Luc Nancy, notre professeur de philo, nous expliquait *Les Manuscrits de 1844* de Marx. Je me composais une philosophie politique personnelle, que je voyais comme une synthèse du christianisme et du marxisme révolutionnaire.

Un an plus tard, je me plongerai dans les *Œuvres Choisies* de Mao-Tsé-Toung, mais c'est une autre histoire.

J'étais fasciné par Jean-Pierre, brillant philosophe trotskiste au verbe haut, mais je gardais mes distances, à cause de son athéisme virulent et de son adhésion aux thèses de Wilhelm Reich (*La Révolution sexuelle*).

Les forces en présence : trotskistes universitaires, cégétistes, professeurs de gauche, lycéens en goguette, scouts, "fachos", apparaissent assez bien au fil du texte, me semble-t-il. Je ne dis rien sur la présence d'hommes politiques locaux à la tête de la manif : il y avait un futur député centriste, qui nous a fait scander "Nous voulons des réformes !", sous l'œil paternel de la police municipale... Un autre aspect me frappe désagréablement : ma peur des "gars du lycée technique", les prolos qui haïssaient leur proviseur, et qui, eux, avaient réellement envie de tout casser. La vraie lutte des classes, elle était là peut-être.

Je reproduis le texte tel que je l'ai retrouvé. J'ai supprimé les abréviations, "anonymisé" les "fafs", corrigé les inadvertances d'orthographe et régularisé la ponctuation. Les astérisques indiquent des additions marginales. Les notes donnent des renseignements sur l'identité des personnes, pour autant que je m'en

¹ Ce témoignage est repris en partie de la publication des actes du colloque sur mai 68, tenu à Colmar le 5 juin 2008 à la salle du Foyer Saint-Joseph par l'Institut CGT d'histoire sociale-Alsace. Nous remercions l'auteur, qui n'a pu participer au colloque Almémos-Club Jacques Peirates, d'avoir accepté cette seconde publication. Merci aussi à l'Institut.

souviennne.

— Dimanche 12 mai 1968

11 h. 30 : messe de 11h. J'anime. Robert lit².

Prière universelle sur les "étudiants et lycéens victimes de représailles".

17 h. 45 : J'étais en train de lire Xénophon³. On sonne. Jean-Pierre Guis⁴. Il était venu en voiture, avec une fille, Claire et Bertrand⁵. Je dois me trouver dans 1/4 h. place de l'Ancien Hôpital : distribuer des tracts.

Je vais chercher Robert ; il n'est pas là. Mais en sortant de chez lui, je vois la Taunus de son père qui s'arrête ; à bord : Robert, Jacky, Jean-Mic et Pierrot⁶. Je les mets au courant et nous y allons ensemble.

18 h 05. Là-bas⁷ : Jean-Pierre, Alex, Mila⁸ (catastrophée à cause de la lettre du proviseur⁹), Nancy (prof philo), Strauss (Histoire) — 2 ou 3 profs du technique et des syndicalistes ouvriers. Monique Trincot arrive 5 mn. plus tard avec quelques autres filles. Dans un petit local on imprime des tracts ; d'autres peignent des banderoles :

ÉTUDIANTS OUVRIERS UNIS CONTRE LA RÉPRESSION et COMITÉS D'ACTION LYCÉENS (interdits)

Très Institut Smolny...

Robert et les autres voulaient aller à une messe de jeunes à la cathédrale. On leur donne tout de suite des tracts à distribuer pour le meeting de lundi à 18 h. Robert reçoit encore des tracts UNEF pour le meeting de 16 h. ; à distribuer à St André¹⁰.

Monique et Cie vont vers la Z.U.P.

Je pars avec Alex pour distribuer. But principal : la sortie des cinémas.

Nous remontons la rue des Clés, très excités ; les gens ne réagissent pas tout de suite, mais sont aimables. Je rencontre Marie-Paule Dieudonné et 2 autres filles. Elles sont au courant pour demain. Place de la Sinn, j'en donne à quelques demi-blousons noirs. J'ai été très bien accueilli. Rue des Têtes. Au feu rouge nous avons rencontré Claire et Bertrand : ils prendront le trottoir droit de l'avenue de la République et nous poursuivrons sur le gauche. Alex était très excité et en mettait sur les pare-brises des autos.

Nous nous sommes retrouvés à la gare, et nous nous sommes à nouveau partagé le travail : les 2 autres iront à l'Eden ¹¹, nous nous occuperons du Rapp¹².

En revenant, nous avons rencontré Cliff, le répétiteur d'anglais.

Puis je suis passé par la rue Bruat et j'en ai mis dans la boîte aux lettres des *Dernières Nouvelles*. J'ai retrouvé Alex devant le Rapp et nous nous donnons rendez-vous à la porte de sortie derrière. Mais je n'y ai pas retrouvé Alex.

Je reviens au feu rouge devant Meistermann¹³.

Là j'ai rencontré, au bout d'un moment André Dubs¹⁴ et "Raoul" qui me promet-tent de venir l'après-midi.

Un ouvrier portugais me demande le consulat de son pays. Je lui dis d'aller à Strasbourg. Il me parle de Mulhouse et de Lille et j'essaie de lui faire comprendre la grandeur relative des 3 villes. Il me prend un papier, en se cachant ; des gens m'appellent de chez Meistermann. Je distribue quelques tracts. Les garçons m'appellent, s'intéressent et m'apprennent qu'il n'est pas interdit d'en distribuer dans les restaurants.

Un monsieur m'en demande trois...

2 J'étais animateur liturgique. C'est moi qui lançais les cantiques, et mon copain Robert faisait office de lecteur.

3 J'étais élève en hypokhâgne classique

4 Élève d'hypokhâgne, militant JCR (trotskyste) ; par la suite, à Strasbourg, il passa au maoïsme (Cause du Peuple).

5 Élèves de terminale

6 Mes copains, scouts et catholiques progressistes.

7 Au local de la CGT dans le bâtiment de l'Ancien Hôpital.

8 Élèves d'Hypokhâgne, comme Monique, qui apparaît un peu plus bas. Alex était mon meilleur copain, avec Robert.

9 Le Proviseur avait écrit une lettre menaçante à nos parents.

10 Le collègue Saint-André, lycée catholique. Robert y était élève, en Math-Élem.

11 cinéma

12 idem

13 Meistermann : célèbre café colmarien, en plein centre.

14 Un copain du quartier, élève au Lycée technique.

Alex revient finalement : il a fait un tour et a tout distribué. Je lui donne des tracts. 19 h. 30 Je demande à l'ouvreuse du Rapp quand finit le film (*My Fair Lady*) ; elle me répond : pas avant minuit...

En effet il n'y avait qu'une séance l'après-midi, et elle est finie depuis une heure. Je reviens avec Alex, nous retrouvons les deux autres, toujours au feu rouge. Nancy et Strauss arrivent en 2 CV. Ils étaient allés chez le proviseur, à cause de la lettre que Mila avait apportée. Il ne pourra rien nous faire demain mais il faut une excuse pour samedi. D'autre part, pas de piquet de grève devant le lycée, sinon il appelle les flics, il faudra se poster dans les rues adjacentes.

Des étudiants en 2 CV nous demandent des tracts et nous disent : "Les étudiants de Nancy sont avec vous"

Alex rentre.

Je mets mes derniers tracts sur des voitures en stationnement sur le Boulevard du Champ de Mars.

La nuit tombe. Je retourne à l'Ancien Hôpital.

Là-bas je retrouve Jean-Pierre qui discute avec 2 adultes de la C.G.T. Dans le local Jacques et la fille (c'était elle qui conduisait quand ils sont venus me chercher) terminent la 2^e banderole. Jean-Pierre revient, puis Claire et Bertrand et Wipf¹⁵ arrive. On lui apprend les directives de Nancy*.

*Il me donne mon brassard blanc.

On les fixe sur des bâtons et on les met dans la 2 CV.

Puis la fille, Jean-Pierre, Jacques, Bertrand, Claire, Wipf et moi partons manger quelque chose. Wipf rentre. Rendez-vous avec lui au Luxhof quand il aura mangé. Mais le Luxhof est plein ; nous allons à la Fleur. Claire et la fille vont chez Wipf pour le prévenir. En rentrant je casse une vitre en voulant fermer la porte : une tringle de fer qui a lâché.

La patronne dit que cela ne fait rien.

Nous commandons 7 portions de frites et des demis. La discussion était très intéressante ; ils sont tous JCR ¹⁶ mais m'admettent très bien.

Un fasciste s'appelle un "faf".

Demain matin, réunion des gars et des filles devant le Château d'Eau, puis vers la gare. Le Grillon (le patron a promis un whisky à Jean-Pierre et Bertrand si nous sommes plus de cent). Puis je propose la rue des Clefs.

Je leur raconte la réaction des parents M***¹⁷ : les étudiants veulent aller chez les filles ; c'est pour cela qu'ils font grève.

Je laisse 5 F. et je rentre à 9 h. 1/2.

— Lundi, 13 mai 1968

6 h. 20 : lever. Il fait très beau.

7 h. 20 : départ.

Je suis à 7 h. 40 devant le lycée. Il n'y a encore personne ; je rencontre Roth et Vuillemin¹⁸. Ils ne sont pas trop au courant, ni très convaincus. J'arrête le cousin de Claude Pagani, mais tous les lycéens vont devant le Lycée. Je préfère ne pas y aller. Je rencontre alors Françoise¹⁹ : toutes les filles sont groupées [au bout de] sur le bord de la rue Poincaré. Il faut se dépêcher parce que les grilles de Camille Sée²⁰ sont ouvertes : les filles risquent de rentrer.

Pendant ce temps des petits groupes de gars se rassemblent devant le kiosque du Château d'Eau et au bout du boulevard St-Pierre (croisement avec l'avenue Foch).

Deux flics arrivent en vélo. Ils engueulent les gars qui roulent en mobylette sur le trottoir. Jean-Pierre et Jacques arrivent : il faut leur faire poser les vélos et les diriger vers l'avenue Poincaré, à hauteur de Camille Sée.

Beaucoup de Troisième, très excités.

Jean-Pierre va prévenir ceux qui sont devant le lycée.

Tout se passe assez bien, les gars obéissent. Quand tous sont évacués (Il reste

15 Ancien de philo ; étudiant en philosophie à Strasbourg.

16 Jeunesse Communiste Révolutionnaire, devenue la L.C.R. Leur athéisme virulent m'inquiétait.

17 Les parents M*** : des amis de mes parents. Prototypes des Alsaciens moyens qui avaient bien du mal à comprendre ce qui se passait.

18 Anciens de philo, désormais étudiants à Strasbourg.

19 Élève d'hypokhâgne et responsable Guides de France.

20 Lycée de filles.

toujours des indécis) je me rends sur l'avenue Poincaré : les autres ont rangé les gars et les filles le long du trottoir, très proprement. Plusieurs sont là en vélo ou en mobylette ; il faut les leur faire poser et empêcher les groupes qui gênent la circulation. 8 h 5. Puis le cortège s'ébranle, banderoles en tête. C'est assez dur : beaucoup restent derrière et refusent d'avancer et de se mêler directement au cortège.

Devant Camille Sée, arrêt, huées. Les pensionnaires, qui n'ont pas pu sortir, sont toutes aux fenêtres, avec Christiane²¹. Nous les saluons chaleureusement. Nous repartons par la rue Oberlin. Je suis à la queue, c'est très difficile de faire serrer (ce sera ainsi jusqu'au théâtre : là les indécis se sont décidés à venir ou à rentrer chez eux).

Les slogans commencent :

À BAS LA RÉPRESSION

NON AUX LYCÉES CASERNES

NOUS VOULONS DES RÉFORMES

Retour sur l'avenue Poincaré. Engueulades avec des traînardes. Puis rue (Wilson ?). Perception indirecte puis avenue de la République. Nous faisons serrer à droite au maximum pour ne pas trop gêner la circulation, mais les gars obéissent peu. A partir de la rue Bruat, on nous apprend que les flics sont devant, une voiture et 2 piétons. Tant mieux. Nous sommes à peu près 500. Jusqu'au feu rouge nous distribuons des tracts aux voitures et aux chauffeurs de camions.

Beaucoup de gars du technique viennent avec nous : Jacky, le grand Kappler, Voegelin, etc.

Les slogans varient : Mattler²² au poteau...

Au feu rouge, tout le monde s'assoit. Pas longtemps. Wipf me dit qu'il semble y avoir des queues à la manif. Nous courons le long de l'avenue de la République ; en fait ce sont des petits groupes du technique ou des indécis. Nous essayons tant bien que mal de les faire accélérer, puis nous rattrapons les autres : ils sont au théâtre, assis par terre : Jean-Pierre essaie de dire quelques mots, mais personne n'écoute, puis nous partons vers la rue des Clés.

Rue Rapp, on tourne. Devant St-André, nous crions :

St-André avec nous.

Un type sonne à la porte, longtemps et essaie violemment de l'ouvrir. Je le renvoie dans le rang. Puis tout le monde se met à courir et tourne le coin vers la place Ste-Anne.

Il paraît que des gars voulaient rentrer, mais toutes les portes sont fermées. Nous crions longtemps : c'est là que la manif a le plus de monde, ou du moins est le plus impressionnante, me semble-t-il.

Des gars apparaissent aux fenêtres, nous font des signes d'entrer. Henri Bedos²³ arrive alors avec un autre prof. Ils demandent ce qui se passe, n'étant pas au courant. On leur donne des tracts et on leur explique. Henri crie : "St-André est avec vous."

Mais en même temps des excités exigent qu'on aille au Technique. On bloque le passage. Quelques instants de cafouillage. Strauss et Nancy sont là, ils expliquent que les flics y seront. C'est de toute façon trop loin...

Puis Jean-Pierre fait asseoir, difficilement, tout le monde, et annonce que l'on va aller à l'Ancien Hôpital où l'on tiendra un meeting avant de se séparer.

Le cortège s'ébranle. Certains sont mécontents à cause du Technique. Des camions veulent passer.

On a du mal à les²⁴ faire serrer à droite. Deux types s'accrochent derrière un camion. Je les enlève. J'ai la gorge sèche.

Rue Vauban. Un ancien employé de mon père me salue. Arrêt au croisement place Jeanne D'Arc. Puis on se dirige vers l'Ancien

Hôpital. Des cris "Vive la répression" apparaissent : c'est B*** et Cie²⁵.

J'apprends *l'Internationale* à Claudine²⁶.

21 Élève d'hypokhâgne.

22 Proviseur du lycée technique

23 Professeur de lettres au Collège Saint-André, et responsable de la branche aînée du scoutisme. Plus tard au Comité de Défense de la République.

24 Les manifestants, pas les camions.

25 Ancien de terminale, franchement à droite. Futur avocat.

26 Élève d'hypokhâgne.